Tribune

Distance spatiale entre classes sociales : « Les "gilets jaunes" veulent rompre avec le sentiment de dépossession »

lundi 7 janvier 2019, par BRUNEAU Ivan, MISCHI Julian (Date de rédaction antérieure : 3 janvier 2019).

Pour les chercheurs Ivan Bruneau et Julian Mischi, le mouvement de contestation sociale traduit le malaise des populations établies dans les communes rurales en rupture avec tout, notamment les organisations politiques absentes de ces zones.

Sommaire

- La distance spatiale entre
- Délitement des partis politiqu

Le mouvement des « gilets jaunes » a donné lieu à de nombreuses analyses à chaud, parfois très survolantes, comme celles ayant mis l'accent sur « les frustrations des classes moyennes » ou « l'individualisation des inégalités ». Il nous semble préférable de revenir aux conditions qui rendent possibles la contestation, lesquelles peuvent être en partie communes aux zones urbaines et rurales, comme le sentiment d'injustice fiscale, mais le mouvement est aussi révélateur de la transformation des conditions de vie et de travail des populations rurales et périurbaines. Certains observateurs ont déjà souligné avec justesse l'enjeu de la mobilité et le rôle central de l'automobile dans le monde rural. Au-delà, l'irruption politique des « gilets jaunes » dans l'espace public des petites communes apparaît comme une réaction collective aux multiples formes de dépossession qu'ils subissent depuis de nombreuses années.

Les campagnes françaises sont bien sûr diverses mais elles se caractérisent en général par la surreprésentation en leur sein des catégories populaires relevant du salariat (ouvriers et employés) ou du travail indépendant (petits artisans, commerçants et agriculteurs). La part considérable des actifs faiblement diplômés contraste avec la faible présence des classes supérieures et des professions intellectuelles, qui résident surtout dans les métropoles.

Cette ségrégation sociospatiale s'explique par la pression du marché immobilier, mais aussi par le fait que les emplois intellectuels et de direction se concentrent dans les grandes villes alors que les activités de fabrication ou de logistique se déploient désormais essentiellement dans les périphéries rurales et périurbaines. Une telle distance spatiale entre classes sociales, sur fond de séparation entre « travail intellectuel » et « travail manuel », nourrit la mobilisation des « gilets jaunes », qui insistent sur le mépris dont ils se sentent victimes. C'est leur vécu et leur rapport au travail qui alimentent le rejet de ce qu'ils perçoivent comme l'arrogance d'élites nationales et régionales ne connaissant pas leur quotidien, leurs pratiques, leurs savoirs.

La distance spatiale entre classes sociales s’est renforcée

Ainsi, au sein même des territoires ruraux, la distance spatiale entre classes sociales s’est renforcée dans la dernière période. Les dirigeants des entreprises résident de moins en moins sur place. Auparavant les cadres des usines ou des entreprises publiques étaient fréquemment des individus issus de familles « du coin » qui avaient connu une promotion interne et s’engageaient dans la vie locale. Rarement d’origine populaire, les nouveaux responsables, davantage mobiles, sont désormais seulement de passage à la tête des établissements en proie à des réorganisations managériales.

Plus diplômés, ils connaissent peu le travail réalisé concrètement dans les ateliers et services, travail qu’ils n’ont jamais exercé directement. Vivant le plus souvent dans les métropoles régionales ou à Paris, ils s’investissent peu dans la vie des communes contrairement à leurs prédécesseurs. Ils ne vont pas prendre part aux activités sportives avec les autres salariés ou fréquenter les mêmes commerces. Leurs enfants ne vont pas à l’école du bourg avec ceux des familles populaires. Ce sont en quelque sorte des citadins de passage, leur distance avec les classes populaires locales est indissociablement sociale et spatiale.

Un sentiment de dépossession à l’aune duquel on peut comprendre leur sensibilité à la violence du discours expert et à la domination culturelle des élites politiques nationales

Le phénomène est général, il s’observe tant dans les usines que dans les établissements bancaires, hospitaliers ou encore scolaires. Symbole de ces mutations favorisant l’éloignement des figures intellectuelles du quotidien des classes populaires rurales : les enseignants des nouvelles générations s’insèrent de plus en plus rarement dans les petites communes où ils sont nommés. Tout comme les médecins ou cadres administratifs des collectivités locales, ils sont nombreux à venir chaque jour des zones urbaines pour exercer sur place. Pour les administrés, il en résulte un sentiment de dépossession à l’aune duquel on peut comprendre leur sensibilité à la violence du discours expert et à la domination culturelle des élites politiques nationales.

Ce sentiment de dépossession est renforcé par l’évolution de la structuration politique des territoires. Les processus récents de fusion des communautés de communes constituent la dernière étape d’une évolution de plus longue durée marquée par l’éloignement du pouvoir décisionnel. Depuis une vingtaine d’années, le développement des structures intercommunales, de leurs budgets et de leurs compétences a accentué à la fois l’influence des « communes-centres » et le rôle des élus dirigeant ces assemblées, présidents et vice-présidents en particulier. La distance sociale entre la population et ces « grands élus » nourrit le sentiment de ne pas avoir d’emprise sur les décisions affectant la vie quotidienne, et ce d’autant plus que les enjeux communautaires sont peu discutés au niveau communal.

Délitement des partis politiques, notamment de gauche

La raréfaction des débats publics liés à l’élaboration des politiques locales prend place dans un affaiblissement plus général des mécanismes représentatifs. Les campagnes pour les élections municipales se font parfois sans réunion publique, et aujourd’hui les projets de « commune nouvelle » (regroupement de communes) peuvent être réalisés sans consultation de la population. La participation des habitants est peu sollicitée dans l’ensemble, et cette fragilisation de « la démocratie locale » n’est pas compensée par la présence de relais partisans.

En effet, le délitement des partis politiques, et notamment des organisations de gauche (PCF, PS, PRG), est plus accentué dans ces zones rurales. Si les classes populaires peuvent encore s’appuyer

sur des réseaux syndicaux, même fragilisés, elles ne disposent plus de relais proprement politiques. Certes le Front national a connu une forte progression électorale ces dernières années dans les campagnes mais le soutien dans les urnes ne se traduit quasiment jamais par un développement militant de l'organisation, qui a, par exemple, de grandes difficultés à constituer des listes pour les élections municipales. Cette crise des sociabilités militantes explique aussi probablement le rôle que jouent les barrages des « gilets jaunes », lieux de rencontres et de discussions, interclassistes et politiquement divers.

Ivan Bruneau et Julian Mischi

P.-S.

• Le Monde, publié le 03 janvier 2019 à 06h30 - Mis à jour le 03 janvier 2019 à 09h37 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/03/les-gilets-jaunes-veulent-rompre-avec-le-sentiment-de-depossession_5404581_3232.html

• Ivan Bruneau et Julian Mischi ont codirigé avec Gilles Laferté et Nicolas Renahy « Mondes ruraux et classes sociales » (EHESS, 2018).